

EspnT, avril 1984

LA « DISSIDENCE » PALESTINIENNE

par Jean-François Legrain

APRÈS l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, le siège syrien de Tripoli aura signifié la tentative la plus élaborée et la plus violente d'extermination de l'OLP, en tant que vecteur politico-militaire unitaire et autonome du nationalisme palestinien symbolisé par Yasser Arafat.

L'été 1982 a connu la version israélienne d'une tentative d'extermination de l'OLP, basée sur une stratégie de l'éclatement. Expulsés du Liban et disséminés dans une dizaine de pays arabes, les appareils politiques, administratifs et militaires de l'OLP perdaient tout contact avec leurs bases populaires, en même temps qu'ils connaissaient des difficultés de communication interne. Les forces militaires stationnées au Yémen, en Algérie ou ailleurs ne constituant plus une menace, les seules troupes capables d'actions de commandos étaient livrées aux Syriens, soucieux d'éviter de telles actions. L'organisation des massacres phalangistes de la population des camps de Sabra et Chatila conduisait à alimenter le ressentiment des masses palestiniennes envers une direction qui les aurait abandonnées, désarmées, aux mains de leurs ennemis, de même qu'elle exacerbait le ressentiment des combattants exilés, mis dans l'incapacité de défendre leurs familles décimées. En cultivant ce désespoir, Israël comptait sans doute faire éclater l'OLP, au prix même d'un terrorisme de toute façon limité à certaines fractions palestiniennes, et faire perdre ainsi toute représentativité et tout crédit à une organisation devenue politique, respectueuse de ses engagements internationaux, qui constituait la plus grande menace face à l'intransigeance israélienne¹.

En dernière analyse, l'expulsion de l'OLP au Liban et l'affaiblissement de sa direction visaient les territoires occupés où Israël pensait voir surgir des

1. Le ministre israélien du tourisme, M. Avraham Sharir, a lui-même révélé le 13 janvier 1983, qu'une proposition « d'accord de non-agression » avait été faite par l'OLP deux mois avant le déclenchement des opérations israéliennes.

personnalités qui accepteraient de remplacer celles du Front national proches de l'OLP élues en 1976 et destituées depuis par les autorités militaires². Israël espérait par là faire entrer dans les faits sa version de l'autonomie des accords de Camp David. Il ne lui serait resté qu'à résoudre un simple problème de réfugiés, en remplaçant les camps par des habitations en dur, opération d'ailleurs ébauchée depuis quelques mois³.

Face à ces menaces directes et indirectes israélienne, M. Arafat a essayé de profiter du capital de « sympathie » acquis dans la conscience internationale lors du siège de Beyrouth et des massacres de Sabra et Chatila. Libéré de certaines tutelles arabes, il a décidé de pousser plus loin ses ouvertures diplomatiques des mois précédents, tout en maintenant son exigence traditionnelle de consensus au sein des diverses composantes de l'OLP, consensus payé du prix de l'ambiguïté et des manœuvres.

Dès son départ de Beyrouth effectué sous l'égide des nations occidentales, il a entrepris une tournée diplomatique. Outre la Grèce qui l'accueille avant même tout État arabe, il visite l'Italie et rencontre le Pape, tandis que les contacts au niveau ministériel se multiplient avec la France.

À Fès, le 9 septembre 1982, auréolé du prestige de sa résistance, Yasser Arafat réussit surtout à faire approuver par le monde arabe (sauf la Libye) le plan Fahd (qu'il fera ensuite accepter par le Conseil national palestinien). Il entend ainsi faire entériner sa voie résolument politique de règlement de la question palestinienne par le fameux point 7 de la déclaration finale : « Le Conseil de sécurité garantit la paix entre tous les États de la région, y compris l'État palestinien indépendant⁴. » Cette soumission totale à l'ONU, déjà exprimée le 25 juillet 1982 devant l'ancien sénateur américain Mc Closkey et réaffirmée à Genève en septembre 1983 devant la conférence internationale sur la Palestine, implique ainsi la reconnaissance de l'État d'Israël soutenue par les résolutions pertinentes (dont celle du partage en 1947). L'ambiguïté des termes subsiste, une fois de plus, pour calmer les oppositions.

La politique d'Arafat lors du Conseil national palestinien réuni à Alger en février 1983 s'insère dans une double préoccupation : pousser le processus politique à son terme et maintenir l'unité des rangs de l'OLP à tout prix⁵. Les résolutions finales traduisent cette volonté de la direction que d'aucuns ont qualifié, à l'époque de « stratégie du non-oui ». Faisant l'économie d'un rapport analytique et critique de Beyrouth et de ses conséquences, le CNP

2. Jean-François Legrain, « Les Palestiniens dans les territoires occupés », *Esprit*, décembre 1983, p. 132-136.

3. « Attempt to liquidate the problem of Palestinian refugees », *Al-Awdah* (Jérusalem), 14 août 1983 ; Jean-Pierre Langellier, « Le plan de relogement des réfugiés », *Le Monde*, 2 décembre 1983.

4. Voir le texte complet dans ma « Chronologie palestinienne », *Revue d'études palestiniennes (REP)*, n° 6, hiver 1983, p. 164-165.

5. Texte complet dans *REP*, n° 7, printemps 1983, p. 109-115.

laisse les mains libres au président du comité exécutif, confirmé dans ses fonctions, sans appuyer fermement et dans le détail, ni condamner dans tel ou tel aspect sa stratégie de négociation. Cette volonté de consensus montrée par la direction aura le défaut de laisser subsister de nombreux doutes sur ses intentions réelles, tout en ne satisfaisant pleinement aucune tendance. Mais là se posait évidemment le problème d'une organisation à la fois combattante et politique qui ne possède cependant ni État ni territoire homogène sur lesquels asseoir son autorité. Comment dès lors concilier la nécessité d'un pouvoir fort et centralisateur caractéristique de tout mouvement de libération nationale et le fonctionnement d'une institution démocratique telle que le CNP, qui regroupe des organisations aussi diverses que l'échantillon de forces internes à tout État de la région ?

Les pourparlers jordano-palestiniens en vue d'une confédération s'inscrivent dans cette stratégie de négociation préconisée par Arafat⁶. Ils échouèrent le 10 avril 1983, quand l'ambiguïté du CNP ne put être maintenue : d'une part il acceptait de voir se poursuivre les pourparlers mais d'autre part il jugeait le plan Reagan « impropre à constituer une base valable à un règlement juste et durable ». La signature d'un accord avec le roi Hussein signifiant une entrée dans le processus Reagan sans aucune garantie de la part des États-Unis, Arafat, toujours en quête de consensus, dut se rétracter devant les risques d'éclatement de son organisation.

Cette rupture des pourparlers avec la Jordanie scellait l'échec des initiatives diplomatiques d'Arafat, échec dont on ne peut rendre responsable la direction de l'OLP, coincée entre ses jusqu'au-boutistes et ses justes revendications nationales. C'est à ce niveau que la communauté internationale encourt la plus grande responsabilité dans le drame palestinien de Tripoli, en ayant refusé à Arafat de toucher un quelconque dividende pour ses offres de règlement négocié.

Les États-Unis, d'une part, ont toujours refusé de dialoguer avec M. Arafat, déniaient à l'OLP toute représentativité du peuple palestinien. Pour eux, une solution proche-orientale doit passer exclusivement par la Jordanie et le processus de Camp David, dans l'exclusion de l'Union soviétique et par là de toute conférence internationale. En pleine guerre froide renouvelée et course aux armements, les États-Unis ont fait d'Israël la pièce maîtresse de leur dispositif proche-oriental d'intervention rapide sur les champs pétroliers, dispositif où ils comptent intégrer le Liban et l'Égypte. Dans ces termes de conflit Est-Ouest, il paraissait inconcevable pour les États-Unis d'exercer de quelconques pressions sur leur allié israélien.

L'Union soviétique, de son côté, qui préfère toujours les États aux mouvements de libération, ne pouvait voir que d'un mauvais œil la politique indépendante d'Arafat vis-à-vis de la Syrie, pièce maîtresse de son disposi-

6. Cf. *REP*, n° 9, octobre 1983, p. 138-140; *Afrique-Asie*, 23 mai 1983; et le dossier de Louis-Jean Duclos in *Maghreb-Machrek*, n° 101, juillet-sept. 1983, p. 86-94.

tif régional, politique qui tenait de plus en plus compte des exigences américaines. Outre ces facteurs, l'Union soviétique au Proche-Orient profite plus des échecs américains que d'initiatives pratiques, d'où une certaine impuissance dans cette région.

La France, quant à elle, après ses heureuses initiatives de l'été 82 avec le projet franco-égyptien de résolution à l'ONU⁷, fait ensuite quelque peu marche arrière, faisant passer l'évacuation du Liban au premier ordre de ses préoccupations. S'attachant aux départs israélien et syrien du Liban, elle préfère ne pas donner de bonus à M. Arafat et se contenter de contacts ministériels, refusant de sauter le pas en reconnaissant officiellement l'OLP et en invitant son président à Paris. La France refuse même de faire entendre sa voix lors de la Conférence internationale sur la Palestine organisée en septembre 1983 par l'ONU. Il faudra attendre le drame de Tripoli pour que M. Mitterrand reconnaisse en Yasser Arafat « le dirigeant intelligent et courageux » qui a « cherché et parfois réussi à donner à son organisation une valeur diplomatique et souvent une capacité historique⁸ ». Cette prise de position marquera le début d'un accroissement du soutien diplomatique et humanitaire accordé par la France à l'OLP de M. Arafat.

Le monde arabe enfin, aux multiples régimes autoritaires toujours en quête d'alliances tactiques au sein de ses nombreux conflits internes, n'était prêt en aucune façon à défendre dans les faits ses résolutions de façade prises lors du sommet de Fès. L'époque panarabe avec la question palestinienne pour cœur est bel et bien achevée.

Suite à ces initiatives diplomatiques de la direction de l'OLP, à l'absence de résultats concrets et à la montée du désarroi parmi les masses, les contestataires traditionnels de la ligne politique d'Arafat ont pensé leur moment venu sinon à prendre le pouvoir du moins à le « rectifier » dans leur sens.

Dès le 10 décembre, Abou Saleh, membre du Conseil central du Fath, déclare, depuis Damas, qu'en menant les pourparlers avec la Jordanie, « Arafat [...] s'est placé en dehors du consensus palestinien » et il conclut en affirmant que les Palestiniens « ont perdu confiance en Arafat. Ils veulent quelqu'un qui se batte à leurs côtés ; il est possible qu'il perde sa place ».

Ce qui allait devenir le manifeste de la « dissidence » devait être prononcé le 27 janvier 1983 par Abou Moussa devant le Conseil révolutionnaire du Fath réuni à Aden⁹. Reprochant aux dirigeants de l'organisation de n'avoir entrepris aucune évaluation de la guerre de l'été 1982 et de ses développements politiques, et de ne fournir ni vision politique d'ensemble ni perspective d'avenir, Abou Moussa dresse un réquisitoire contre la politique de la direction du Fath, tant au niveau organisationnel que politique.

7. *REP*, n° 5, automne 1982, p. 186-187.

8. *La Presse* (Tunis), 27 octobre 1983.

9. Traduction dans *REP*, n° 9, automne 1983, p. 263-268 ; voir aussi son interview au *Guardian*, 4 juillet 1983, traduite dans *REP*, n° 10, hiver 1984, p. 136-138.

Il commence par condamner les résolutions qui, selon lui, mènent à une reconnaissance d'Israël dans les termes américains et sionistes ; ces résolutions signifieraient la fin de l'état de guerre entre le monde arabe et Israël, supprimant par là la raison d'être de l'OLP. Abou Moussa condamne ensuite les pourparlers avec la Jordanie qui, pour lui, se déroulent sur la base du plan Reagan et violent ainsi les résolutions du CNP. Il invite au contraire la direction à rompre avec le régime hachémite, instrument de l'impérialisme américain, et à transformer le territoire jordanien en nouvelle base de lutte contre l'ennemi. Abou Moussa condamne ensuite les contacts avec l'Égypte qui rompent l'isolement du processus de Camp David et violent les résolutions du CNP. Les contacts avec les organisations sionistes contredisent pareillement les principes de l'OLP tout en mettant en doute sa crédibilité quant à sa volonté de libérer la Palestine. Abou Moussa considère ensuite qu'en ayant accepté de retirer ses troupes du Liban, puis en les maintenant éparpillées en dehors du champ de bataille, la direction s'engage à mettre fin à l'état de guerre sans le déclarer vraiment et conduit ainsi le peuple palestinien au Liban à n'être plus que des réfugiés. Abou Moussa dénonce enfin l'errance de la direction palestinienne entre les continents, son absence sur le terrain favorisant la liquidation de la cause palestinienne.

Fort de ces analyses, Abou Moussa invite la direction à réaffirmer « que le conflit avec la présence israélienne en Palestine est un conflit entre deux présences antagonistes sur une même terre, chacune niant l'autre, aucune coexistence n'étant possible entre elles, quel que soit le temps écoulé ». Il invite aussi à réaffirmer « que la révolution populaire armée est la seule voie de libération de la Palestine » et « que la relation avec la Syrie constitue [...] une nécessité stratégique et qu'il convient de la renforcer [...] afin de barrer la route à tous les projets de solution et aux projets impérialistes, sionistes et réactionnaires dirigés contre la nation arabe et la cause palestinienne ». Outre ces revendications politiques, il appelle enfin à des réformes de structures organisationnelles pour une meilleure démocratie.

Devant ce Conseil révolutionnaire du Fath, Abou Moussa parlait en fait au nom de quelques colonels dont les noms deviendront publics plus tard. Deux d'entre eux (sur 13 membres), Abou Saleh et Ahmad Kadri, siègent au Conseil central. Deux autres, Abou Moussa et Abou Khaled el-Omleh, ainsi que 7 de leurs compagnons (sur 75 membres) siègent au Conseil révolutionnaire. Tous ont la caractéristique d'avoir été formés dans l'armée jordanienne et de l'avoir quittée en 1970 pour rejoindre les rangs des fedayin en guerre avec le roi Hussein. Ultra-nationalistes, ils sont connus pour leur contestation de la ligne officielle de l'OLP qui, en 1974, accepta de remettre au long terme l'article de la Charte nationale palestinienne de 1964 qui préconisait la création d'un État démocratique sur toute la Palestine ; pour le court terme, le 12^e CNP adoptait la thèse de « l'établissement d'un État palestinien indépendant sur toute partie du territoire palestinien libéré »,

acceptant ainsi l'existence *de facto* d'Israël sur la partie restante¹⁰. Depuis cette date, une fraction du Fath et du FPLP continuait à contester cette décision. Anti-impérialistes, ils préconisent en outre l'alliance stratégique avec l'URSS et la rupture – ou même la lutte – avec les États arabes « conservateurs ».

Le discours des dissidents n'est donc pas nouveau mais sa place est reconnue de tous au sein du débat interne palestinien. Son impact tient au désarroi répandu parmi les Palestiniens. Les dissidents ont espéré profiter de ce sentiment, de cette perte de l'espoir dans une solution négociée¹¹ et de cette révolte contre une corruption accrue parmi certains cadres moyens du Fath. Ils ont échoué quand l'alliance tactique d'Abou Moussa avec la Syrie et ses clients s'est transformée en opposition armée à la direction légitime de l'OLP et en soumission aux prétentions hégémoniques du régime baassiste.

L'alliance entre les dissidents et la Syrie est idéologiquement « contre-nature ». Le refus de négocier avec Israël ou les États-Unis marqué par Abou Moussa contredit toute la démarche syrienne. Il est bien connu que le gouvernement baassiste ambitionne un rôle régional de premier plan ; il s'inscrit pour cela dans les processus internes au Proche-Orient où il reconnaît la prépondérance américaine, tout en utilisant l'Union soviétique qui lui assure les moyens de sa politique de puissance. Hafiz al-Assad a toujours négocié avec les États-Unis ; il a reconnu les fameuses résolutions 242 et 338 des Nations unies, a participé à l'éphémère conférence de Genève réunie après la guerre d'octobre 1973 et a signé avec Israël et les États-Unis l'accord de désengagement du Golan, respectant scrupuleusement la clause visant à empêcher toute infiltration de commandos palestiniens à travers ses lignes.

Le refus de toute négociation prôné par les dissidents contredit tout autant la politique traditionnelle de l'URSS et transforme en chimère l'alliance privilégiée dont prétend jouir Abou Moussa de la part de l'URSS. Celui-ci, aveuglé par son nationalisme lié à son pro-soviétisme, n'a vu en Hafiz al-Assad que l'allié de l'Union soviétique et l'ennemi de Yasser Arafat dont lui-même contestait la politique. Le président syrien, quant à lui, a utilisé Abou Moussa pour abattre Yasser Arafat, faire éclater l'OLP et hériter ensuite du droit à négocier la question palestinienne, poursuivant ainsi sa politique traditionnelle de puissance régionale en expansion.

Il s'agit, enfin, de la rencontre entre deux nationalismes, syrien et palestinien, le premier visant à intégrer le second, en le diluant. Le régime baassis-

10. Sur toute cette question, voir Alain Gresh, *OLP, Histoire et stratégie, vers l'État palestinien*, SPAG-Papyrus, Paris, 1983 ; Nadia Benjelloun-Ollivier, « Un choix géopolitique de la résistance palestinienne », *Hérodote*, n° 29-30, avril-sept. 1983, n° spécial « Géopolitique au Proche-Orient », p. 216-242.

11. Cf. les propos significatifs d'un combattant de Tripoli rapportés par Selim Nassib, « Tripoli : l'amertume avant le prochain exil », *Libération*, 15 décembre 1983.

te syrien se réclame, en effet, de la doctrine d'une patrie arabe unifiée dont il revendique la direction régionale. Ses voisins, Liban, Palestine et Jordanie, ne figurent dans cette vision qu'en tant que régions occidentales ou méridionales d'une grande Syrie. C'est dans le cadre de cette lutte entre l'hégémonisme syrien et la volonté palestinienne d'indépendance qu'il faut lire les relations entre la Syrie et l'OLP. En septembre 1970, Hafiz al-Assad refuse de faire intervenir son aviation pour venir au secours des fedayin massacrés par le roi Hussein ; il n'avait aucune envie de voir se créer à sa frontière sud un État révolutionnaire concurrent. Sa première intervention directe contre les Palestiniens remonte à 1976. Avec le feu vert de Henry Kissinger, Assad intervient au Liban pour empêcher une victoire des forces palestino-progressistes dans la montagne libanaise, victoire qui aurait ouvert la route de Beyrouth et la possibilité de l'instauration d'un gouvernement libanais de gauche. Aux côtés des Phalanges, Assad écrase en août 1976 le camp de Tell el-Zaatar, verrou palestinien de Beyrouth. Assad se retournera ensuite contre ses alliés phalangistes pour asseoir son autorité. Mise sur la touche régionale par les accords de Camp David, la Syrie opère alors un rapprochement tactique momentané avec l'OLP, elle-même en quête d'appui diplomatique.

Dans la poursuite de ses ambitions régionales, au début de l'année 83, Damas cherche à tenir en main la carte palestinienne, après avoir acquis la carte libanaise, en vue d'un grand marchandage régional. Hafiz al-Assad ne pouvait que soutenir, voire même créer toute entreprise déstabilisatrice de la ligne politique de Yasser Arafat. En outre, il ne pouvait plus tolérer les contacts multipliés entre la centrale palestinienne et ses principaux ennemis, jordaniens, irakiens et égyptiens, au risque de se voir évincé du rôle de premier acteur régional.

La Syrie a très vite organisé la réponse aux suites négatives de la guerre du Liban (effondrement de son aviation et abandon de toutes ses positions sur la route des Israéliens, réalisation de l'accord israélo-libanais sans son avis, alors même qu'Amine Gémayel esquissait une politique indépendante de son protecteur syrien et qu'Arafat, fort de l'héroïsme des siens à Beyrouth, entendait dicter ses vues à ses pairs arabes).

Dès le 11 octobre 1982, M. Ahmad Iskandar, ministre syrien de l'information, connu pour être un proche du président Assad, affirme dans le *New York Times* : « Yasser Arafat n'est pas autorisé à s'exprimer au nom de l'OLP. [...] Nous estimons que personne n'est mandaté pour parler du problème palestinien. » Abou Nidal rouvre ses bureaux à Damas peu après, tandis que c'est depuis la capitale syrienne qu'Abou Saleh déclare que les Palestiniens ont perdu confiance en Arafat. Tous ceux qui critiquaient la ligne politique d'Arafat ont trouvé dès lors une oreille favorable à Damas. Selon certaines sources¹², le petit groupe de mutins était organisé par les

12. « Mutinerie au sein du Fath », *Israël et Palestine* (M. Ghilan), sept. 1983 ; E. Rouleau, « L'OLP à l'épreuve de la division », *Politique étrangère*, automne 1983, p. 615-632.

Syriens dès le mois de novembre, n'attendant qu'un prétexte et le feu vert de Damas pour se rebeller contre la direction palestinienne. Ce prétexte vint au mois de mai 1983, quand Arafat nomma deux officiers proches de lui aux postes de commandant suprême et commandant suprême adjoint des forces du Fath au Liban et en Syrie. Lui-même présenta ensuite cette nomination comme une provocation délibérée de sa part afin que les différents partenaires dévoilent leur jeu. Une mutinerie éclate alors dans plusieurs bases du Fath de la Beqaa, exigeant la démission de ces deux officiers accusés pour l'un d'être pro-égyptien et pour l'autre de lâcheté dans la guerre contre Israël. Les mutins réclament en outre l'instauration d'une direction collégiale pour le Fath qui compterait 50 % de partisans d'Abou Moussa, la création d'une commission d'enquête sur la gestion financière de l'organisation, l'arrêt immédiat des contacts avec la Jordanie et les « pacifistes » israéliens.

Ce 12 mai 1983 inaugure ainsi la première étape de la dissidence qui devait durer une quinzaine de jours. Durant cette période, les mouvements divers dans les casernements du Fath peuvent être lus comme une simple mutinerie spontanée au sein de quelques unités désarmées après les graves événements des derniers mois. Arafat lui-même, selon son habitude, entreprend le 17 mai une « tournée des popotes » afin de raisonner la base et une fois de plus, par son charisme, se rallier les siens en discréditant les meneurs contestataires. Pour la première fois, il échoue et échappe à un attentat, organisé vraisemblablement par les Syriens. Le 20 mai, le Conseil central du Fath, convoqué d'urgence à Damas, renouvelle et augmente même son soutien à Arafat en le nommant commandant suprême de toutes les forces armées du Fath, en confirmant la nomination du commandant en chef des forces en Syrie et au Liban, tout en annulant cependant celle de son adjoint. Cinq dirigeants rebelles sont aussi suspendus de cette instance. Les mutins rejettent les décisions de ce Conseil central le 23 mai.

Cette date inaugure une seconde étape de la « dissidence », durant laquelle les interventions extérieures se font plus directes et s'accroissent considérablement. Cette étape s'achèvera fin juillet, après un cessez-le-feu de quelques semaines. Le 24 mai, on apprend que le FPLP-CG d'Ahmad Gibril, pour le moment émanation de la Libye, apporte aux rebelles une aide logistique ainsi qu'un appui d'artillerie. C'est à cette date que le sang coule pour la première fois, lors de la prise d'un dépôt d'armes loyaliste. Le 30 mai, Arafat échappe à nouveau à un attentat. Le 5 juin, quelque 150 combattants du FPLP-CG quittent Damas pour la Beqaa et se trouvent soudain, le 18 juin, en possession de chars d'assaut. Le 22 juin, des tanks syriens interviennent même directement contre des positions loyalistes à al-Anjar (Beqaa).

Cette seconde étape culmine les 23-24 juin avec la venue d'Arafat à Damas, répondant à une disposition d'Assad à régler pacifiquement le conflit. Le soir même, le chef de l'OLP, prévenu semble-t-il par Georges Habache, échappe à un guet-apens qui est tendu à ce qui aurait dû être son

escorte entre Damas et Horns (il y a une dizaine de tués). Le lendemain, à l'aube, Rifaat Al-Assad signifie à Arafat son expulsion de Syrie. Le 1^{er} juillet, un cessez-le-feu est instauré dans la Beqaa sous légende de la gauche libanaise ; il durera trois semaines. Tandis qu'Arafat en profite pour faire une tournée diplomatique dans le Golfe, la Syrie orchestre une campagne publicitaire en égrenant, jour après jour, le ralliement à la dissidence d'unités palestiniennes sous son entier contrôle. La dernière semaine de juillet, avec la reprise des combats et l'échec des offensives dissidentes contre le nœud stratégique de Jdita (entre Chtaura et la frontière syrienne), scelle cette seconde étape. L'échec militaire face aux loyalistes, l'absence d'expansion de la dissidence dans les zones hors du contrôle syrien et le soutien accordé unanimement à Arafat par les instances dirigeantes de Fath, de l'OLP et par le peuple palestinien vont conduire la Syrie à entreprendre une nouvelle politique.

L'intervention directe et massive des troupes syriennes contre les forces loyalistes se déroule en deux temps à partir du début septembre. Le 3, alors même qu'Israël allume la guerre du Chouf, Damas encercle les positions loyalistes de la Beqaa, les coupant de leurs arrières nord, soutenant un harcèlement systématique de la part des mutins et du FPLP-CG avec parfois intervention directe de ses troupes.

Face à cette situation de pourrissement, Arafat prend la décision qui allait donner tout son sens aux futurs événements : le 16 septembre, le chef de l'OLP débarque secrètement à Tripoli et rallie ses troupes. Le 24, l'armée syrienne ordonne l'évacuation par les loyalistes de toutes leurs positions de la Beqaa ; tandis que plusieurs officiers supérieurs palestiniens sont arrêtés par les forces de Damas, toute l'infrastructure militaire, médicale et sociale loyale à Arafat est contrainte à se replier, en quelques heures, dans le Hermel ; les troupes loyalistes refusant de livrer leurs armes aux Syriens, font alors l'objet d'un blocus militaire d'où elles parviendront à s'échapper grâce à un stratagème quatre jours plus tard. Le 28 septembre, tout est prêt pour que les troupes d'Arafat concentrées à Tripoli et dans les deux camps palestiniens de Baddaoui et Nahr el-Bared subissent l'assaut généralisé des troupes syriennes ; de leur côté, les Israéliens assurent le blocus maritime en arraisonnant, le 30 septembre, des bateaux grecs se dirigeant vers Tripoli ; les Palestiniens qui se trouvent à leur bord sont emprisonnés à Haïfa.

Le mois d'octobre sert aux préparatifs militaires des deux bords. La Syrie achève d'effacer toute présence loyaliste dans sa zone d'influence. Entre le 3 et le 10 octobre, toutes les permanences du Fath à Damas sont investies par les forces syriennes qui les ferment ou les transmettent aux partisans d'Abou Moussa. Le 6 octobre, les quelque 600 loyalistes encore présents à Baalbeck sont assiégés, tandis que Walid Joumblatt exécute l'ordre d'expulsion des Palestiniens du Chouf. À la fin du mois, Kadhafi ordonne la fermeture de tous les bureaux de l'OLP en Libye et expulse sous 48 heures les responsables de l'organisation et leurs familles. Autour de Tripoli, les

Syriens massent leurs forces à partir du 2 octobre. De 10 à 12 000 hommes reçoivent l'aide de deux brigades d'artillerie et de 150 à 200 blindés. Les Libyens fournissent environ 900 hommes et une trentaine de blindés. La couverture palestinienne de l'opération est assurée par les maigres effectifs du FPLP-CG, par 1 200 hommes issus d'unités de l'ALP sous contrôle syrien et par le petit millier de partisans d'Abou Moussa¹³. Arafat, de son côté, dispose de 3 à 4 000 hommes. Une alliance avec les milices sunnites du cheikh Chaabane, ennemi juré du régime alaouite syrien, lui fournit l'aide d'environ 3 000 Tripolitains ou Syriens réchappés aux massacres de Hama. Ces milices «al-Tawhid» se sont assurées du contrôle exclusif de Tripoli depuis le mois d'août, n'hésitant pas, le 12 octobre, à exterminer dans le sang la dernière présence communiste dans la ville¹⁴.

Sourd à toutes les médiations arabes ou internationales, Hafiz al-Assad déclenche l'offensive généralisée contre les positions loyalistes le 3 novembre, alors que l'attention internationale est tournée vers le congrès libanais de réconciliation nationale à Genève. Le 6 au matin, Arafat perd le contrôle du camp de Nahr el-Bared (30 000 habitants); l'armée syrienne, ayant fait son travail, laisse la place aux dissidents pour concentrer ses efforts contre le camp de Baddaoui (déserté par la majorité de ses 5 à 10 000 habitants). Commencée le 7 novembre par un « bombardement apocalyptique » puis suspendue pour d'ultimes médiations, l'attaque de Baddaoui reprend le 15 et s'achève le 16 dans l'après-midi; bien que repris durant quelques heures par les loyalistes le 18, Baddaoui tombe lui aussi sous le contrôle des dissidents. À partir de là, les attaques de Tripoli alternent avec les négociations et le cessez-le-feu.

Les multiples médiations menées durant l'été avaient toutes échoué, soit que le président Assad ait refusé de recevoir les délégations, soit qu'il ait clamé la non-ingérence syrienne dans les affaires palestiniennes¹⁵. Ce n'est qu'à partir de la mi-novembre que le régime syrien accepte de discuter avec ses interlocuteurs. Le Conseil de coopération du Golfe obtient un arrêt des bombardements de Baddaoui du 9 au 15 novembre et l'Arabie saoudite parvient le 25 novembre à un accord sur l'évacuation de Tripoli. Arafat ayant obtenu le 3 décembre une couverture de l'ONU pour l'évacuation de ses troupes, il ne manquait plus que le bon vouloir israélien pour que l'opération soit menée avec l'aide militaire de la France¹⁶. Cinq bombardements israéliens repousseront le départ d'Arafat au 20 décembre.

13. Cf. *Libération*, 6 oct. 1983, 5-6 novembre 1983.

14. *Le Monde*, 8 octobre et 1^{er} décembre 1983.

15. Voir par exemple le *Washington Post*, 14 novembre 1983.

16. L'attentat injustifiable contre un autobus israélien à Jérusalem, le 6 décembre, reste un mystère dans cette conjoncture. Même si la direction de l'OLP refuse de dénier à son peuple le droit d'utiliser tous les moyens pour se libérer, elle a plusieurs fois condamné ce genre d'actions, montrant leur inadéquation au but recherché. S'agissait-il alors d'une provocation de sympathisants des dissidents ou d'extrémistes sionistes, ou encore d'une « erreur » de résistants? La revendication première de l'acte par un bureau mineur de Wafa et celle, postérieure,

Cet accord de la part de la Syrie à accepter un cessez le feu et une évacuation de Tripoli doit être attribué à plusieurs facteurs. À partir du 13 novembre, tout d'abord, et durant plusieurs semaines, le président Assad disparaît de la scène politique, victime d'une crise cardiaque très grave selon les uns, d'un attentat selon d'autres, ayant même entraîné sa mort pour certains – palestiniens principalement –, d'une appendicite selon la position officielle durant un mois. Une sourde lutte pour le pouvoir a eu lieu et il est indéniable que les responsables par interim ont alors jeté du lest. Bien qu'annoncé par l'Arabie saoudite, l'accord sur l'évacuation ne doit cependant pas lui être attribué fondamentalement. Le royaume wahhabite n'a fait preuve d'efforts diplomatiques que tardivement, s'étant d'abord rendu aux avis syrien et libyen en refusant à Arafat le 5 novembre, en plein bombardement des camps, le sommet arabe qu'il réclamait. Il semble que l'Arabie se serait alors contentée d'un désengagement d'Arafat, sans ses troupes ; honteux et défait, Arafat n'aurait pu prétendre négocier au nom des Palestiniens, le monde arabe prenant alors le relai, sous égide saoudienne. Certaines pressions soviétiques ont dû jouer un rôle, difficile à évaluer ; il faut remarquer, cependant, que jamais Moscou n'a désavoué son allié syrien ni les dissidents, se contentant de lancer des appels à l'unité. Le rôle de l'Égypte, par contre, aura été déterminant, celle-ci refusant de voir Arafat définitivement balayé de l'échiquier proche-oriental. Sans doute aura-t-elle concouru grandement à l'intervention, capitale en dernier ressort des États-Unis, qui ont contraint leurs alliés aux pressions nécessaires pour une survie d'Arafat. Voulaient-ils par là se glorifier du retrait d'au moins une « force étrangère » du Liban ou avaient-ils des visées politiques à plus long terme, l'avenir devrait nous le dire. La France aura tenu une place importante, par les multiples prises de contact avec les belligérants sous l'égide du Quai d'Orsay. Enfin, un élément déterminant dans cet accord aura sans doute été l'échec politique pour la Syrie de son aventure sanglante de Tripoli. L'attachement indéfectible du peuple palestinien et de ses instances organisationnelles à la direction légitime de l'OLP signifiait le rejet de toute mainmise syrienne sur le nationalisme palestinien.

La population palestinienne des Territoires occupés a manifesté son soutien total à Arafat dès son expulsion de Damas, le 24 juin. Si dans un premier temps les rebelles du Fath ont rencontré une compréhension réelle parmi la population de l'intérieur pour leur diverses revendications organisationnelles, ils ont perdu tout crédit par la suite, quand l'ingérence de la Syrie a été mise en évidence et que le recours aux armes est devenu la règle. La presse a été unanime pour dénoncer l'expulsion d'Arafat, ressentie comme un coup porté à l'ensemble de la résistance. Les milieux pro-jordanien ont été les premiers les plus virulents ; le grand mufti de Jérusalem a, par

d'Arafat, puis les explications plus ou moins claires et les rétractations montrent, en tout cas, l'embarras de la direction de l'OLP devant un acte qui, manifestement, contredisait toutes ses options fondamentales.

plusieurs *fatwa*, appelé les musulmans à tuer le président Assad. Tous les milieux nationalistes ont ensuite dénoncé la politique syrienne et lancé un appel à l'unité des rangs de la résistance. Cette unanimité s'est trouvée confirmée par plusieurs sondages, selon lequel 90 % des personnes interrogées soutiennent le président de l'OLP contre les dissidents. Lors de la reprise sanglante des combats en septembre, un appel est adressé à Chadli Klibi, secrétaire de la Ligue arabe, condamnant les menées syriennes contre l'OLP qui visent à créer une direction fantoche et mettre la main sur l'organisation. Les signataires lancent un appel aux chefs d'État arabes afin qu'ils interviennent auprès du régime de Hafiz al-Assad pour qu'il s'arrête avant de commettre un massacre à Tripoli. Entre le 6 et le 9 novembre, de multiples manifestations de soutien à Arafat se déroulent dans les agglomérations de Cisjordanie, toutes durement réprimées par Israël (deux adolescents sont tués à Tulkarem le 12)

En Syrie même, la population palestinienne manifeste son soutien à Arafat. Les 4 et 5 novembre, une grève générale paralyse la vie des camps palestiniens et le 8 novembre, la population de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, pavoise l'entrée du camp de portraits géants d'Arafat ; la répression de la manifestation fait 5 morts et de multiples blessés.

Au Liban, les populations de Sabra, Chatila et Bourj Barajneh manifestent elles aussi leur appui à Arafat. Mais le soutien le plus spectaculaire vient de la population du camp de Nahr el-Bared contrôlé par les dissidents ; le 17 novembre, quelque 2 000 réfugiés brandissent des portraits d'Arafat et scandent des slogans favorables au chef de l'OLP ; l'arrivée de responsables dissidents provoque un début d'émeute. Le lendemain une nouvelle manifestation a lieu ; les dissidents n'hésitent pas alors à ouvrir le feu, causant la mort de 25 personnes et en blessant 75 autres.

L'OLP et ses composantes, en dehors des émanations directes de la Syrie et de la Libye (Saïqa et FPLP-CG) ont manifesté leur soutien à Arafat au sein de leurs diverses instances, maintenant leur volonté d'indépendance face aux menées externes. Le Fath, directement concerné par « les actes d'indiscipline » d'Abou Moussa, a choisi dès le 20 mai de renforcer la position d'Arafat face à ses contestataires, tout en refusant de rompre les liens avec les dissidents, appelant sans cesse au dialogue démocratique dans le cadre des institutions adéquates. Les dissidents, quant à eux, déclineront l'invitation à participer à quelque réunion que ce soit, tant au Conseil central qu'au Conseil révolutionnaire, reconnaissant ainsi sans vouloir l'accepter l'échec de leur entreprise à obtenir la majorité. Ce n'est qu'après la sortie des loyalistes de Tripoli, que les dissidents seront exclus de l'organisation, le sang sur leurs mains signifiant la consommation de la rupture.

Le Front démocratique et le Front populaire de libération de la Palestine tenteront de maintenir coûte que coûte leur alliance avec la Syrie et la fidélité aux structures nationales palestiniennes desquelles Arafat tient son autorité. Dans un premier temps, ils se retrancheront derrière une volonté de non-ingérence dans les affaires internes au Fath pour expliquer une cer-

tainie tiédeur à parler. Les deux fronts, unis dans une autorité politique et militaire commune depuis le 25 juin, verront dans les événements sanglants qu'ils condamnent l'expression d'une revendication justifiée de réformes démocratiques face à « un embourgeoisement bureaucratique de cadres tant militaires que politiques ». Tout en manifestant leur « compréhension » pour les revendications organisationnelles des dissidents, MM. Habache et Hawatmeh, malgré de fortes oppositions internes, apporteront leur soutien à Arafat au nom de leur respect des lois régissant l'OLP, et ce tant que celles-ci seraient menacées de l'intérieur comme de l'extérieur.

Tripoli 1983 aura donc bien été une tentative syrienne de supprimer l'OLP en tant que vecteur politico-militaire autonome du nationalisme palestinien, symbolisé par Yasser Arafat. Le président Assad a d'abord donné toute latitude à ses alliés au sein du Fath afin d'y prendre le pouvoir par le biais d'un putsch militaire. Devant leur échec et l'absence d'un soutien populaire d'envergure, la Syrie est alors intervenue directement pour priver Arafat de toute base militaire dans la région et susciter un éclatement des institutions palestiniennes qui lui permettrait de négocier au nom des Palestiniens dont les organisations seraient désormais non représentatives et non crédibles.

Pour les combattants du Fath et les Palestiniens de façon générale, la dissidence surgissait telle une réaction instinctive à l'absence d'avenir, un ras-le-bol d'échecs militaires successifs, une révolte contre une certaine corruption au sein de l'organisation et une volonté de réformes démocratiques. En cela les dissidents pouvaient se targuer de rallier la majorité du peuple palestinien. Il s'agissait aussi et surtout de choisir des alliances pour les démarches à venir. D'un côté, se manifestait la volonté de rester dans l'orbite de la Syrie et de l'URSS et de refuser toute négociation partielle où les Américains auraient la part belle, tout en se réclamant des principes fort légitimes de réparation de l'injustice fondamentale que fut l'expulsion des Palestiniens de leurs terres en 1948. Une telle position, fort louable du point de vue des principes, conduisait cependant dans la conjoncture actuelle de la région à la logomachie et à l'immobilisme du fait de son irréalisme. De l'autre côté, que d'aucuns qualifient de « capitulard », se trouvent des gens pour reconnaître la prépondérance américaine actuelle dans la région, la nécessité d'alliances avec le monde arabe « conservateur » et l'urgence de trouver une solution aussi partielle soit-elle. Ce réalisme, dû aux conditions mêmes de l'histoire et de la politique, conduisait bien sûr à remettre à un avenir indéterminé les thèmes de révolution populaire arabe ou d'État laïque et démocratique¹⁷ au profit du seul nationalisme palestinien à côté d'un nationalisme israélien. Une telle vue nécessitait dès lors la réalisation du

17. François Châtelet, « Réflexions sur une hypothèse : la Grande Palestine », *REP*, n° 10, hiver 1984, p. 35-40.

plan de Fès (version arabe quelque peu renforcée du plan Reagan) qui ne peut passer que par un accord avec la Jordanie.

Ce choix entre des principes légitimes, mais liés à l'irréalisme, et le réalisme politique au prix de concessions n'est pas nouveau et mine la vie de l'OLP depuis des lustres. Pour la première fois, Arafat est parvenu, au terme d'une cuisante défaite militaire, à transformer radicalement le jeu politique au sein de l'OLP. En décidant d'aller à Tripoli et de rendre ainsi ce qui n'aurait été qu'une lutte entre fractions armées en un débat vital pour le nationalisme palestinien, le président de l'OLP a rompu avec sa quête traditionnelle de consensus. Tripoli servirait de catalyseur aux oppositions internes à l'OLP. Après les multiples témoignages de soutien populaire manifestés durant l'été, Arafat jouait la carte de la scission, elle rejetterait ses contestataires hors de l'organisation sans la menacer réellement, du fait de l'aspect désormais minoritaire des dissidents à cause de leurs alliances militaires. À une tactique de consensus désormais paralysante, Arafat substituait une tactique de majorité qui lui donnerait une latitude de manœuvre supérieure. La démocratie palestinienne ne peut que s'en porter mieux, n'étant plus soumise au chantage perpétuel de ses jusqu'au-boutistes qui la rendaient vulnérable à toutes les ingérences possibles. En allant à Tripoli, Arafat conduisait aussi la Syrie à aller jusqu'au terme de ses options politiques, à utiliser les armes contre le peuple palestinien. Le mythe de l'État progressiste, seul rempart contre le sionisme et l'extermination s'effondrait. Les Palestiniens prenaient conscience tout à la fois de leur isolement et de leur nécessaire autonomie, celle-ci exigeant des alliances non plus mythiques mais bel et bien pratiques. De quel droit dorénavant, la Syrie peut-elle condamner les contacts de l'OLP avec tel ou tel pays prétendu « réactionnaire » ?

Cette démarche très coûteuse d'Arafat entraîne bien évidemment un risque considérable si la communauté internationale – et principalement les États-Unis – conserve son immobilisme. Jamais Arafat n'a été aussi fort et en même temps aussi fragile ; nous sommes bien loin en tout cas de cette fin de l'OLP et de son président présentée comme consommée¹⁸. Arafat joue désormais la négociation sur trois fronts. Avec la Jordanie, il reprend ses pourparlers en vue d'une confédération qui reçoit un accueil favorable de la part du roi Hussein. Il renoue avec l'Égypte, premier pays arabe qui ne lui a pas ménagé son soutien durant le siège, tout en maintenant ses relations avec les États-Unis et Israël. Avec la France enfin, il négocie la présentation devant le Conseil de sécurité d'une version renouvelée du projet franco-égyptien. Cela permettrait de dépasser l'éternelle question de la résolution 242 en reconnaissant le droit d'Israël à l'existence tout autant que celui de

18. Serge July, « La Palestine vaincue », *Libération*, 7 novembre 1983 ; Jean Guéyras, « Le désastre palestinien », *Le Monde*, 13-14 novembre 1983 ; Bruno Kreisky, « L'échec d'Arafat, c'est notre faute », *Les Nouvelles*, 8-14 décembre 1983.

l'État palestinien. Ces trois démarches visent évidemment à faire bouger les États-Unis.

Cette carte, la dernière pour Arafat et les Palestiniens dans la conjoncture actuelle, peut être jouée et dispose d'un environnement légèrement favorable ; Jordanie, Égypte et France sont d'accord sur tous les points fondamentaux d'une éventuelle solution au problème palestinien : autodétermination palestinienne qui déboucherait sur un État (son lien confédéral avec la Jordanie réglerait les appréhensions diverses liées au thème de l'État palestinien indépendant) ; reconnaissance d'Israël et garanties internationales. Les États-Unis de leur côté ont besoin de redorer leur blason proche-oriental avant les élections de 1984 ; la communauté juive américaine dans sa majorité soutient le plan Reagan, d'où une possibilité d'accord¹⁹. En Israël, la gravité des difficultés économiques et la crise « morale » suscitée par la guerre au Liban peuvent fournir un terrain favorable à des concessions (comme elles peuvent donner lieu à des extrémismes). Dans les territoires occupés, enfin, le soutien à Arafat n'a pratiquement jamais été aussi fort, la population se battant au jour le jour contre l'accélération de l'annexion²⁰.

Cette solution comporte cependant un risque énorme : son aspect partiel dû à l'absence de l'Union soviétique et de la Syrie. Or, il est bien connu que tout problème de ce type nécessite un consensus des deux super-grands. Le rôle de la France trouve ici sa place. Depuis longtemps, M. Cheysson clame la nécessité d'une négociation avec les Soviétiques sur cette région du monde. Une résolution française équilibrée à l'ONU pourrait, si elle obtenait l'unanimité, résoudre ce problème. Le maintien au sein du CEOLP d'une certaine gauche du Fath (qui ne se soit pas fourvoyée avec les dissidents et les Syriens) du Front démocratique (qu'Arafat peut encore récupérer même après sa visite au Caire) et du Parti communiste palestinien jouera aussi un rôle de premier ordre pour assurer la stabilité d'Arafat, la crédibilité d'une négociation et le maintien de certaines exigences.

En cas d'échec d'une telle solution, il faudrait s'attendre à une brisure de l'OLP. N'étant plus portée par un mouvement national uni, la frustration palestinienne risquerait alors de se tourner vers le terrorisme dans sa version du début des années 70 ou vers l'islamisme déjà connu par ailleurs dans le monde arabe. Le Proche-Orient tout entier serait de nouveau entièrement déstabilisé et l'Occident directement visé.

Jean-François Legrain

Le 9 janvier 1984

19. Cf. le sondage publié dans la revue israélienne *Kotereth-Rachith*, sous l'égide du Congrès juif américain ; dépêche AFP, Tel Aviv, 17 novembre 1983.

20. L'annexion a prétendu se donner une nouvelle forme légale, le 3 janvier dernier, avec l'extension des codes civil et pénal israéliens aux territoires occupés.